

Indien de voorzitter een lid is van de Franse Gemeenschap, zal het ondervoorzitterschap toekomen aan een lid van de Duitse Gemeenschap, aangeduid door het beheercomité, en omgekeerd.

§ 3. Het beheercomité stelt een ontwerpplan van beheer op binnen de zes maanden na haar oprichting. Dit ontwerp-beheerplan wordt goedgekeurd door de Executieve na raadpleging van alle betrokken gemeenten.

De Executieve kan de grenzen van het natuurpark wijzigen. De Executieve zal haar beslissing ten laatste zes maanden nadat het beheercomité haar het ontwerp-beheerplan heeft voorgelegd, uitvaardigen.

§ 4. Artikel 17, § 3, is van toepassing op de eventuele wijziging op de grenzen van het natuurpark bij toepassing van § 3.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepaling*

Art. 25. Zolang dat de Hoge Waalse Raad voor Natuurbehoud niet is opgericht, zullen de bevoegdheden die haar worden toegekend overeenkomstig huidig dekreet uitgeoefend worden door de Waalse Kamer van de Hoge Raad voor Natuurbehoud.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 juli 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,  
J.M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,  
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,  
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica  
J. MAYENCE-GOOSSENS

F. 85 — 2589

#### 11 OCTOBRE 1985. — Décret organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1er. — *De la responsabilité*

Article 1er. § 1er. L'exploitant d'une prise d'eau souterraine et le maître de l'ouvrage de travaux publics ou privés provoquent, par leur activité, l'abaissement de la nappe aquifère souterraine, sont objectivement responsables :

a) des dommages de surface qui en résultent pour les immeubles et pour les machines et installations incorporées à des immeubles;

b) des préjudices causés par non-occupation ou non-utilisation des immeubles sinistrés, lorsque la non-occupation et la non-utilisation ont pour causes les dégâts qui résultent de l'abaissement de la nappe aquifère;

c) des frais de relogement et de déménagement des occupants d'immeubles sinistrés.

Tout dommage visé à l'alinéa 1er est présumé être causé par un abaissement de la nappe aquifère provoqué par l'activité de l'exploitant d'une prise d'eau souterraine ou du maître de l'ouvrage de travaux publics ou privés, à moins que ceux-ci ne prouvent soit que leur activité n'a pas provoqué l'abaissement de la nappe aquifère souterraine, soit que les dommages ne résultent pas de celui-ci.

§ 2. Ceux qui, par leur activité conjuguée, suscitent l'abaissement d'une nappe aquifère souterraine sont solidairement responsables des dommages qui en résultent.

§ 3. Toutefois, lorsque parmi ceux qui ont exercé cette activité conjuguée, certains l'ont fait en respectant les dispositions législatives et réglementaires relatives au volume d'extraction d'eaux souterraines alors que d'autres les ont transgressées en prélevant, illégalement, pendant tout ou partie de la période où l'abaissement de

la nappe aquifère s'est produit, un volume de plus de 96 mètres cubes d'eau par jour, les règles suivantes sont applicables, par dérogation à l'article 1214, alinéa 1er, du Code civil :

a) l'exploitant ou le maître de l'ouvrage qui, ayant prélevé l'eau légalement pendant toute la période de prélèvement, a dû indemniser la victime en vertu du paragraphe 1er a le droit d'exiger le remboursement intégral de l'indemnité payée, avec intérêts, à charge de n'importe quel exploitant ou maître d'ouvrage qui a prélevé l'eau illégalement, et ce même si l'infraction n'a duré qu'une partie de la période ci-dessus;

b) l'exploitant ou le maître de l'ouvrage qui a prélevé l'eau illégalement, pendant toute la période ci-dessus ou pendant une partie de cette période, ne peut réclamer aucune part que ce soit à charge d'un exploitant ou maître d'ouvrage qui a prélevé l'eau légalement.

§ 4. Lorsque ceux qui ont exercé l'activité conjuguée visée au paragraphe 2, l'ont tous fait en respectant les dispositions législatives et réglementaires relatives au volume d'extraction d'eaux souterraines, si certains d'entre eux ont commis une faute au sens des articles 1382 et suivants du Code civil, il est tenu compte de l'existence de cette faute pour l'application de la règle de solidarité visée au paragraphe 2.

§ 5. Le présent décret n'est pas applicable aux dommages résultant de travaux d'exhaure dans les mines.

Art. 2. Le juge de paix est le seul compétent pour connaître en premier ressort, quel que soit le montant de la demande, des actions fondées sur le présent décret.

Il statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant n'excède pas 500 000 francs.

Art. 3. La citation devant le juge de paix doit, sous peine d'irrecevabilité de la demande, être précédée d'une tentative de conciliation, faite par un appel en conciliation devant le juge de paix.

Si la responsabilité n'est pas contestée, les appelés sont obligés de faire une offre d'indemnisation dans un délai de trois mois; à partir de la première comparution en conciliation, ou en cas d'urgence dans le délai fixé par le juge de paix.

(1) Session 1984-1985.

Document du Conseil 180 (1984-1985) n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 2 septembre 1985. — Discussion. — Vote.

Le procès-verbal de comparution acte l'accord ou le désaccord. Le montant de l'offre éventuelle y est mentionné.

Une expédition du procès-verbal revêtue de la formule exécutoire est délivrée.

En cas de désaccord, la personne lésée doit, sous peine d'irrecevabilité de la demande, introduire la citation devant le juge de paix dans les trois mois qui suivent la délivrance de l'expédition du procès-verbal constatant le désaccord.

**Art. 4. § 1er.** Les demandeurs doivent au préalable avoir fait constater le dommage par les agents compétents du Ministère de la Région Wallonne lesquels sont tenus d'effectuer la constatation et de notifier le constat aux demandeurs dans un délai de quarante jours à partir de la demande de constatation adressée par lettre recommandée.

Les constatations effectuées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret par les agents compétents en vertu de la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine sont également valables.

§ 2. Les demandes en conciliation fondées sur le présent décret doivent être introduites auprès du juge de paix dans les deux ans à dater de la notification du constat de dommage conformément au paragraphe premier. En ce qui concerne les constats effectués avant l'entrée en vigueur du présent décret, le délai prend cours lors de cette entrée en vigueur.

Passé ce délai, le droit commun sera applicable.

§ 3. Si, malgré qu'une demande ait été adressée par lettre recommandée à l'administration, celle-ci n'a pas procédé à la constatation dans le délai de quarante jours, le demandeur peut introduire la demande de conciliation sans que la constatation ait eu lieu.

§ 4. Saisi de l'appel en conciliation, le juge de paix peut ordonner que l'administration procède à la constatation, dans un délai de quinze jours. Les ordonnances sont adressées aux agents désignés à cette fin par l'Exécutif.

§ 5. L'Exécutif peut agréer des experts pour procéder aux constats, en lieu et place des agents, selon les modalités qu'il détermine; ces experts exerceront cette mission aux frais de la Région, selon le tarif fixé par l'Exécutif.

**Art. 5.** Le demandeur est condamné à tout ou partie des dépens lorsque le montant de l'indemnité allouée par le juge de paix est inférieur à celui de l'offre visée à l'article 3.

**Art. 6.** L'article 591 du Code judiciaire, modifié par les lois des 28 décembre 1967, 15 juillet 1970, 1er avril 1976, 14 juillet 1976 et 10 janvier 1977, et par le décret du Conseil Flamand du 24 janvier 1984, est complété comme suit :

« 20° des contestations relatives aux réparations des dommages visées par le décret du Conseil Régional Wallon organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine. »

**Art. 7.** Dans l'article 629, 1<sup>o</sup>, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 10 janvier 1977 et le décret du Conseil Flamand du 24 janvier 1984, la référence à l'article 591 est complétée, pour la Région Wallonne, par les mots « et 20° ».

#### CHAPITRE II. — *Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine*

**Art. 8. § 1er.** Il est créé un « Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine », dénommé ci-après « le Fonds », chargé de consentir, dans les conditions et les limites du présent décret, des avances dans les cas de dommages visés à l'article 1er ainsi que des avances pour le financement d'études et d'expertises nécessaires à la constatation et à l'évaluation des dommages.

§ 2. En outre, le Fonds est chargé de financer l'exécution de mesures, et des études générales en vue de prévenir et de limiter les dommages visés à l'article 1er. Ces études, qui ont notamment trait à d'importantes prises d'eau souterraine projetées ou existantes, doivent pouvoir servir de base à toute expertise qui serait établie lors d'une demande d'indemnisation.

§ 3. Le Fonds a la personnalité juridique. Il est classé dans la catégorie A établie par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 9. § 1er.** Au cas où une citation en justice est introduite comme prévu à l'article 3, le Fonds peut consentir une avance en équité lorsqu'une enquête sommaire a établi l'existence d'une relation entre le dommage, l'abaissement de la nappe aquifère souterraine et la prise ou le pompage d'eau.

§ 2. Il ne sera pas réclamé d'intérêts au demandeur débouté de son action en justice.

§ 3. Le Fonds est subrogé aux droits et aux actions en justice de la personne lésée jusqu'à concurrence de l'avance liquidée.

**Art. 10.** L'Exécutif peut préciser les limites, les modalités et les conditions dans lesquelles le Fonds exerce les missions prévues à l'article 8.

**Art. 11.** L'article 47 de la loi hypothécaire, modifié par les lois du 14 juillet 1976 et du 10 janvier 1977, par l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 et par le décret du Conseil flamand du 24 janvier 1984, est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Il est accordé en faveur mais aux frais du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine une hypothèque légale sur les droits immobiliers aux titulaires desquels le Fonds a versé des avances pour ces droits, conformément au décret du Conseil Régional Wallon organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine. »

**Art. 12. § 1er.** Le Fonds est alimenté par des contributions des personnes physiques ou morale de droit privé ou de droit public, dont les activités sont de nature à causer ou à aggraver des dommages visés par le présent décret et, à titre supplétif, par des emprunts à court terme auxquels l'Exécutif peut attacher la garantie de la Région.

§ 2. L'Exécutif arrête :

1<sup>o</sup> la part de chaque catégorie de ressources;

2<sup>o</sup> les critères d'assujettissement, les modalités de contribution des entreprises en faveur du Fonds et les modalités de perception des contributions visées au § 1er.

**Art. 13.** Le fonctionnement du Fonds est assuré par les agents du Ministère de la Région Wallonne désignés à cette fin par l'Exécutif. Ceux-ci conservent leur qualité d'agents de ce Ministère. Le Fonds peut faire appel à des experts pour des tâches déterminées.

**Art. 14.** Le Fonds assure les obligations du Fonds national d'avances en ce qui concerne les dommages survenus depuis le 1er octobre 1980.

L'Exécutif peut charger le Fonds d'assurer également les obligations du Fonds national d'avances, en ce qui concerne les dommages apparus avant le 1er octobre 1980, selon les modalités qu'il fixe.

**Art. 15.** Les droits et avoirs du Fonds d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine, créé par la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine, qui reviennent à la Région Wallonne en vertu de la loi portant dissolution de cet organisme, sont transférés d'office au Fonds créé par l'article 8 du présent décret.

**Art. 16. § 1er.** Les infractions à l'obligation de contribution prévue par l'article 12 et ses arrêtés d'exécution sont punies d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. En cas de récidive dans les cinq ans, la peine peut être portée au double du maximum.

§ 3. Les dispositions du Livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par le présent décret.

§ 4. La personne morale est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou ses mandataires.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions transitoire et complémentaire*

**Art. 17.** Les dommages apparus entre le 1er janvier 1985 et l'entrée en vigueur du présent décret qui n'auraient pas encore été indemnisés, tombent sous l'application du présent décret, sans que cela porte préjudice à la validité des procédures administratives et judiciaires effectuées à l'initiative des victimes.

**Art. 18.** Tout exploitant d'une prise d'eau souterraine peut faire constater par le service compétent de l'administration régionale, dans ses installations, le débit capté et les précautions prises.

Il reçoit une copie certifiée conforme de ce constat. L'Exécutif fixe le tarif des frais de constat incombant au demandeur.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** A l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la mention du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des pompages et des prises d'eau souterraine est insérée à sa place dans l'ordre alphabétique.

Art. 20. Les chapitres I, III et IV de la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine sont abrogés pour la Région Wallonne.

Art. 21. L'Exécutif détermine la date d'entrée en vigueur ou les dates d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 octobre 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,  
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,  
Ph. BUSQUÏN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,  
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,  
J. MAYENCE-GOOSSENS

#### ÜBERSETZUNG

D. 85 — 2589

11. OKTOBER 1985

#### Dekret zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und wir, die Exekutive, haben es bestätigt:

#### KAPITEL I. — Haftung

**Artikel 1. § 1.** Der Eigentümer einer Grundwasserleitung und der Bauherr öffentlicher und privater Arbeiten, die durch ihre Tätigkeit das Absinken des Grundwasserspiegels hervorrufen, sind objektiv haftbar für:

a) daraus resultierende Oberflächenschäden an Gebäuden und an diesen Gebäuden befindlichen Maschinen und Einrichtungen;

b) Nachteile, verursacht durch die Unbewohnbarkeit oder Unbenutzbarkeit von geschädigten Gebäuden, wenn die Unbewohnbarkeit und die Unbenutzbarkeit Folge von Schäden sind, die aus dem Absinken des Grundwasserspiegels resultieren;

c) Unterbringungs- und Übersiedlungskosten der Bewohner beschädigter Gebäude.

Alle in Absatz 1 erfassten Schäden werden als Ursache für das Absinken des Grundwasserspiegels, hervorgerufen durch die Tätigkeit des Eigentümers einer Grundwasserableitung oder des Bauherrn öffentlicher oder privater Arbeiten, angesehen, es sei denn diese beweisen entweder, dass das Absinken des Grundwasserspiegels nicht durch ihre Tätigkeit hervorgerufen wurden, oder dass die Schäden nicht darauf zurückzuführen sind.

§ 2. Wer durch Arbeiten, die mit der Tätigkeit in Zusammenhang stehen, das Absinken des Grundwasserspiegels hervorruft, ist für die daraus entstehenden Schäden haftbar.

§ 3. Wenn sich jedoch gewisse Personen, welche die mit der Tätigkeit in Zusammenhang stehenden Arbeiten durchführen, gewisse befinden, die ihre Arbeiten unter Beachtung der gesetzlich vorgeschriebenen Verfügungen bezüglich der Entnahme des Grundwasservolumens ausgeführt haben, während andere diese übertreten haben, indem sie ungesetzlicherweise während der Gesamtperiode oder einer Teilperiode des Absinkens des Grundwasserspiegels ein Volumen von mehr als 96 Kubikmetern

Wasser pro Tag entnommen haben, kommen folgende Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches, aufgrund der Abweichung des Artikels 1214, Absatz 1, zur Anwendung:

a) der Eigentümer oder der Bauherr, der während der Gesamtperiode oder der Teilperiode der Entnahme dem Geschädigten gegenüber gemäß § 1 Schadenersatz leisten muss, hat das Recht, die geleisteten Schadenersatzzahlungen in ihrer Gesamtheit mit Zinsen vom Eigentümer oder Bauherrn, der ungesetzlicherweise Wasser entnommen hat, zurückzufordern, selbst dann, wenn die Übertretung nur während der oben erwähnten Periode erfolgte;

b) der Eigentümer oder Bauherr, welcher während der Gesamtperiode oder während eines Teils dieser Periode ungesetzlicherweise Wasser entnommen hat, kann keinerlei Ansprüche, gegenüber einem Eigentümer oder Bauherrn, der gesetzlicherweise Wasser entnommen hat, stellen.

§ 4. Wenn alle jene, welche die mit der in § 2 erfassten Tätigkeit in Zusammenhang stehenden Arbeiten ausgeführt haben, diese unter Beachtung der gesetzlich vorgeschriebenen Verfügungen bezüglich des Volumens der Grundwasserentnahme durchgeführt haben, und wenn gewisse unter ihnen eine Fahrlässigkeit im Sinne der Artikel 1382 und gemäß dem Bürgerlichen Gesetzbuch begangen haben, wird das Bestehen dieser Fahrlässigkeit unter Anwendung der unter § 2 fallenden Gesamtverschuldungsvorschrift berücksichtigt.

§ 5. Kommt nicht zur Anwendung für Schäden, welche durch Wasserhebungsarbeiten in Bergwerken hervorgerufen werden.

**Art. 2.** Der Friedensrichter ist allein zuständig, in erster Instanz, die auf dem gegenständlichen Erlass beruhenden Massnahmen ungeachtet der Höhe des geforderten Betrags zu entscheiden.

Er bestimmt in letzter Instanz über Forderungen, deren Betrag 500 000 Franken nicht überschreitet.

**Art. 3.** Der Vorladung vor den Friedensrichter muss, unter Androhung der Unannehmbarkeit der Forderung, ein Sühneversuch vorangehen, der durch einen Schlichtungsantrag vor dem Friedensrichter zu erfolgen hat.

Wenn die Haftung unbestritten ist, haben die Antragsteller die Pflicht, innerhalb von drei Monaten ab dem erstmaligen Erscheinen vor Gericht zum Sühneversuch oder im Notfall innerhalb eines vom Friedensrichter festgesetzten Zeitraums, ein Schadenersatzangebot zu machen.

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Ratsakte 180 (1984-1985). Nr. 1.

Vollständiger Bericht. Öffentliche Sitzung vom 2. September 1985. — Diskussion. — Abstimmung.

Das beim Sühneversuch erstellte Protokoll verzeichnet die Annahme oder die Ablehnung.

Eine Ausfertigung des Protokolls, versehen mit der Vollstreckungsformel, wird ausgefolgt.

Im Falle der Ablehnung, muss die geschädigte Partei, unter Androhung der Unannehmbarkeit, innerhalb von drei Monaten ab der Ausfolgung der Protokollausfertigung, welche die Ablehnung feststellt, die Vorladung vor den Friedensrichter einbringen.

**Art. 4. § 1.** Die Antragsteller müssen den Schaden im Vorhinein durch die zuständigen Bevollmächtigten des Ministeriums der Wallonischen Region erheben lassen, die wiederum verpflichtet sind, die Erhebung durchzuführen und den Antragstellern, innerhalb von vierzig Tagen ab Ansuchen auf Erhebung, mittels eingeschriebenem Brief von der Erhebung Mitteilung zu machen.

Erhebungen, die vor Inkrafttreten des gegenständlichen Erlasses von den zuständigen Beamten gemäss dem Gesetz vom 10. Januar 1977, das die Entschädigungen für Schäden regelt, die durch Entnahmen und Abpumpen von Grundwasser hervorgerufen wurden, durchgeführt wurden, sind ebenfalls zulässig.

Die auf dem gegenständlichen Erlass beruhenden Schlichtungsanträge müssen beim Friedensrichter innerhalb von zwei Jahren ab der Mitteilung über die Schadenserhebung gemäss § 1 eingebracht werden. Bei Erhebungen, die vor Inkrafttreten des gegenständlichen Erlasses durchgeführt wurden, beginnt die Frist ab dem Inkrafttreten.

Nach Ablauf dieser Frist kommt das gemeine Recht zur Anwendung.

§ 3. Falls die Behörde, obwohl ihr ein Antrag mittels eingeschriebenem Brief zugestellt wurde, innerhalb einer Frist von vierzig Tagen keine Erhebung durchführt, kann der Antragsteller den Schlichtungsantrag einbringen, ohne dass eine Erhebung stattgefunden hat.

§ 4. Der vom Schlichtungsantrag erfasste Friedensrichter kann anordnen, dass die Behörde die Erhebung innerhalb von fünfzehn Tagen durchführt. Die Anordnungen werden sich an die zu diesem Zweck von der Exekutive bestimmten zuständigen Beamten.

§ 5. Die Exekutive kann, — je nach von ihr festgesetzten Modalitäten — anstelle von Beamten, Experten mit der Durchführung der Erhebung betrauen; diese Experten erfüllen diesen Auftrag auf Kosten der Region, nach dem von der Exekutive festgesetzten Tarif.

**Art. 5.** Der Antragsteller wird zur Erlegung der Gesamtausgaben oder zu einem Teil davon verurteilt, wenn der Betrag der vom Friedensrichter zugestandenen Entschädigung geringer ist als das unter Artikel 3 erfasste Angebot.

**Art. 6.** Der Artikel 591 des Gesetzbuches, abgeändert durch die Gesetze vom 28. Dezember 1967, 15. Juli 1970, 1. April 1976, 14. Juli 1978 und 10. Januar 1977 und durch den Erlass des Flämischen Rates vom 24. Januar 1984 ist folgendermassen zu ergänzen:

« 20 der Erhebungen bezüglich des Schadenersatzes für Schäden gemäss Erlass des Wallonischen Regionalrats zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden. »

**Art. 7.** Im Artikel 629, 1., Absatz 1, desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1977 und durch den Erlass des Flämischen Rates vom 24. Januar 1984, ist der Hinweis auf Artikel 591 für die Wallonische Region durch die Worte « und 20. » zu ergänzen.

## KAPITEL II. — Wallonischer Vorschussfonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden

**Art. 8. § 1.** Es wird ein « Wallonischer Vorschussfonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden », im Folgenden « der Fonds » genannt, gegründet, der damit betraut ist, innerhalb der Bedingungen und Beschränkungen des gegenständlichen Erlasses, Vorschüsse in Schadensfällen gemäss Artikel 1 zu sowie Vorschüsse zur Finanzierung von Untersuchungen und Gutachten, die zur Erhebung und Bewertung dieser Schäden nötig sind, zu bewilligen.

§ 2. Der Fonds ist ferner damit betraut, die Durchführung von Massnahmen sowohl zu allgemeinen Untersuchungen für die Verhütung als auch zur Einschränkung von Schäden gemäss Artikel 1 zu finanzieren. Diese Untersuchungen, die sich vor allem auf geplante oder bestehende Grundwasserentnahmen in grossem Ausmass beziehen, müssen in der Lage sein, Grundlage für jegliches Gutachten, das bei Antragstellung auf Entschädigung erstellt wird, zu bilden.

§ 3. Der Fonds gilt als Rechtsperson. Er wird in die Kategorie A, die durch den Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 bezüglich der Kontrolle gewisser Einrichtungen von öffentlichem Interesse erstellt wird, eingereiht.

**Art. 9. § 1.** Im Falle, eine Gerichtsvorladung, wie unter Artikel 3 vorgesehen, eingebracht wird, kann der Fonds einem Vorschuss rechtlicherweise zustimmen, wenn eine Kurzerhebung ergeben hat, dass zwischen dem Schaden, dem Sinken des Grundwasserspiegels und der Ableitung oder dem Abpumpen von Wasser ein Zusammenhang besteht.

§ 2. Zinsforderungen werden gegen den Antragsteller, dessen Klage vor Gericht abgewiesen wurde, nicht gestellt.

§ 3. Der Fonds übernimmt die Rechte und Klagen der geschädigten Person bis zur Höhe des ausgeschütteten Vorschusses.

**Art. 10.** Die Exekutive kann die Beschränkungen, Modalitäten und Bedingungen, unter welchen der Fonds die in Artikel 8 vorgesehenen Aufgaben erfüllt, bestimmen.

**Art. 11.** Der Artikel 47 des Hypothekengesetzes, abgeändert durch die Gesetze vom 14. Juli 1976 und vom 10. Januar 1977, durch den königlichen Erlass Nr. 208 vom 23. September 1983 und durch den Erlass des Flämischen Rates vom 24. Januar 1984, ist durch Absatz 5 wie folgt zu ergänzen:

« Zugunsten, aber zu Lasten des Wallonischen Vorschussfonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden wird den Inhabern von Immobilienrechten, denen der Fonds für diese Rechte, gemäss Erlass des Wallonischen Regionalrats zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden einen Vorschuss eingeräumt hat, eine gesetzliche Hypothek auf die Immobilienrechte gewährt. »

**Art. 12. § 1.** Der Fonds wird durch die Steuerabgaben von natürlichen Personen oder Rechtspersonen öffentlichen oder privaten Rechts unterhalten, deren Tätigkeiten so geartet sind, dass sie Schäden, welche durch den gegenständlichen Erlass erfasst sind, verursachen oder verschlimmern, und werden durch Kurzzeitanleihen, der die Exekutive eine Garantie der Region beifügen kann, ergänzt.

§ 2. Die Exekutive bestimmt:

1. den Anteil jeder Einnahmekategorie;

2. die Kriterien zur Steuerleistung, die Steuerbestimmungen für die Betriebe zugunsten des Fonds und die Einhebungsarten der unter § 1 erfassten Steuern.

**Art. 13.** Der Betriebsablauf des Fonds wird durch Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region, die zu diesem Zweck von der Exekutive aussersehen wurden, gewährleistet. Sie behalten ihre Eigenschaft als Beamte dieses Ministeriums bei. Der Fonds kann Experten für spezielle Aufgaben heranziehen.

**Art. 14.** Der Fonds übernimmt die Verpflichtungen des Nationalen Vorschussfonds im Hinblick auf Schäden, die seit 1. Oktober 1980 angefallen sind.

Die Exekutive kann, je nach den von ihr festgesetzten Bestimmungen, den Fonds beauftragen, gleichfalls die Verpflichtungen des Nationalen Vorschussfonds, was Schäden betrifft, die vor dem 1. Oktober 1980 angefallen sind, zu übernehmen.

**Art. 15.** Rechte und Guthaben des Vorschussfonds für die Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden, der nach dem Gesetz vom 10. Januar 1977 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden gegründet wurde, welche der Wallonischen Region aufgrund des Gesetzes, das die Auflösung dieser Einrichtung verfügt, zukommen, werden von Amts wegen auf den nach Artikel 8 des gegenständlichen Erlasses gegründeten Fonds übertragen.

**Art. 16. § 1.** Verstösse gegen die Steuerpflicht laut Artikel 12 und seiner Durchführungsbestimmungen werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu fünf Jahren und mit einer Geldstrafe von 100 Franken bis zu 10 000 Franken oder einer der beiden Strafen geahndet.

§ 2. Im Wiederholungsfall innerhalb von fünf Jahren kann das Strafmass das Doppelte der Höchststrafe erreichen.

§ 3. Die Verfügungen des 1. Buches des Strafgesetzbuches, einschliesslich des Kapitels VII und des Artikels 85, kommen für die im gegenständlichen Erlass angeführten Verstösse zur Anwendung.

§ 4. Eine Rechtsperson ist von Rechts wegen für die Zahlung von Geldstrafen haftbar, zu welchen ihre Beauftragten oder Bevollmächtigten verurteilt wurden.

## KAPITEL III

*Vorübergehende und ergänzende Massnahmen*

Art. 17. Schäden die zwischen 1. Januar 1965 und dem Inkrafttreten des gegenständlichen Erlasses entstanden sind und noch nicht entschädigt wurden, fallen in den Anwendungsbereich des gegenständlichen Erlasses, ungeachtet der Gültigkeit der behördlichen und gerichtlichen Verfahren, die von den Geschädigten eingeleitet wurden.

Art. 18. Jeder Eigentümer einer Grundwasserableitung kann von der zuständigen regionalen Dienstbehörde die gewonnene Abflussmenge und die getroffenen Vorsichtsmassnahmen bei seinen Anlagen feststellen lassen.

Er erhält daraufhin eine beglaubigte Kopie der Erhebung. Die Exekutive setzt den Kostentarif für die Erhebung, die zu Lasten des Ansuchenden geht, fest.

Der Ministerpräsident der Wallonischen Region, beauftragt mit Belangen der Wirtschaft,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region beauftragt mit der Vormundschaft und Ausseren Angelegenheiten,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Budget und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister für Neue Techniken und Klein- und Mittelbetriebe, für Raumordnung und Waldnutzung für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnen und Informatik,

J. MAYENCE-GOOSSENS

## VERTALING

N. 85 — 2589

## 11 OKTOBER 1985. — Dekreet houdende het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Exekutive, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Over de aansprakelijkheid*

Artikel 1. § 1. De uitbater van een grondwaterwinning en de bouwheer van de publieke of private werken die door hun activiteit een daling van de grondwaterlaag veroorzaken, zijn objectief aansprakelijk:

a) voor de schade aan de oppervlakte die eruit voortvloeit voor de onroerende goederen en voor de machines en installaties geïncorporeerd in deze onroerende goederen;

b) de nadelen veroorzaakt door de niet-bezetting of het niet-gebruik van de geteisterde goederen, indien de niet-bezetting of het niet-gebruik voor oorzaak heeft de schade voortvloeiend uit de daling van de waterlaag;

c) de kosten van herhuisvesting en verhuis van de bewoners van de geteisterde goederen.

Elke schade bedoeld in alinea 1 wordt verondersteld veroorzaakt te zijn door een daling van de waterlaag uitgelokt door de activiteit van de uitbater van een grondwaterwinning of de bouwheer van publieke of private werken, tenzij deze bewijzen dat hun activiteit hetzij de daling van de grondwaterlaag, hetzij de daaruit voortvloeiende schade niet veroorzaakt hebben.

§ 2. Zij die, door hun gezamenlijke activiteit, de daling van de grondwaterlaag veroorzaken, zijn solidair aansprakelijk voor de schade die eruit voortvloeit.

Art. 19. Dem Artikel 1, A, des Gesetzes vom 16. März 1954 bezüglich der Kontrolle gewisser Einrichtungen von öffentlichem Interesse, ist in alphabetischer Reihenfolge die Erwähnung des Wallonischen Vorschussfonds für die Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden hinzuzufügen.

Art. 20. Die Kapitel I, II und IV des Gesetzes vom 1. Januar 1977 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden sind für die Wallonische Region ausser Kraft zu setzen.

Art. 21. Die Exekutive bestimmt das Datum oder die Daten für das Inkrafttreten der Massnahmen des gegenständlichen Erlasses.

Wir verkünden den gegenständlichen Dekret und ordnen seine Veröffentlichung im *Belgischen Anzeiger* an.

Brüssel, den 11. Oktober 1985.

§ 3. Hoe dan ook, wanneer onder hen die deze gezamenlijke activiteit hebben uitgeoefend, sommigen het deden met inachtnaam van de wettelijke bepalingen en de reglementen betreffende het volume van uitwinning van grondwater, terwijl anderen ze overtreden gedurende geheel of een deel van de periode waarin de daling van de grondwaterlaag zich voordeed door onwettige afname van een volume van meer dan 96 m<sup>3</sup> per dag, zijn de hiernavolgende regels van toepassing bij afwijking van artikel 1214, alinea 1, van het Burgerlijk Wetboek:

a) de uitbater of de bouwheer die wettelijk, gedurende gans de uitwinningsperiode, water heeft uitgewonnen en die het slachtoffer heeft moeten vergoeden overeenkomstig § 1, heeft het recht de volledige terugbetaling te eisen van de betaalde vergoeding, meer de intresten, ten laste van gelijk welke uitbater of bouwheer die het water onwettelijk putte, en dit zelfs indien de overtreding slechts een deel van de hiervoor genoemde periode duurde;

b) de uitbater of de bouwheer die onwettelijk, gedurende gans de hiervoor genoemde periode of gedurende een deel van deze periode, water putte, mag geen enkel deel opeisen, of het ook zij ten laste van een uitbater of een bouwheer die wettelijk water putte.

§ 4. Indien dezen die een gezamenlijke activiteit, bedoeld in § 2, uitoefenden met inachtnaam van de wettelijke bepalingen en reglementen betreffende het volume van grondwaterwinning en enkelen onder hen een fout begingen in de zin van artikel 1362 e.v. van het Burgerlijk Wetboek, wordt er rekening gehouden met het bestaan van deze fout voor de toepassing van de solidariteitsregel bedoeld in § 2.

(1) Sessie 1984-1985.

Stuk van de Raad 160 (1984-1985) nr. 1.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 2 september 1985. — Bespreking. — Stemming.

§ 5. Het huidig dekreet is niet van toepassing op de schade voortvloeiend uit de drooglegging van de mijnen.

Art. 2. Enkel de vrederechter is bevoegd om kennis te nemen in eerste aanleg, welk ook het bedrag is van de vraag, van de vordering gesteund op het huidig dekreet.

Hij statueert in laatste aanleg op de vragen betreffende het bedrag dat 500 000 frank niet overschrijdt.

Art. 3. De dagvaarding voor de vrederechter dient, op straffe van onontvankelijkheid van de vordering, te worden voorafgegaan door een verzoeningspoging, gedaan door oproeping in verzoening voor de vrederechter.

Indien de aansprakelijkheid niet wordt betwist, zijn de gedaagden verplicht een voorstel van schadevergoeding te doen binnen een termijn van drie maanden vanaf de eerste verschijning in verzoening, of, in geval van hoogdringendheid, binnen de termijn vastgesteld door de vrederechter.

Het proces-verbaal van verschijning vermeldt het akkoord of het niet-akkoord. Het bedrag van het eventuele aanbod wordt erin vermeld.

Een uitgifte van het proces-verbaal bekleed met de uitvoerende formule wordt afgeleverd.

In geval van niet-akkoord, moet de benadeelde persoon, op straffe van onontvankelijkheid van de vordering, de dagvaarding inleiden voor de vrederechter binnen de drie maanden die volgen op afgifte van de uitgifte van het proces-verbaal dat het niet-akkoord vaststelt.

Art. 4. § 1. De eisers dienen vooraf de schade te laten vaststellen door de bevoegde beampten van het Minister van het Waalse Gewest die ertoe gehouden zijn de vaststelling te doen en te betekenen aan eisers binnen een termijn van veertig dagen vanaf de aanvraag tot vaststelling gedaan bij een per post aangetekende brief.

De vaststelling gedaan vóór het inwerking treden van huidig dekreet door de bevoegde beampten in toepassing van de wet van 10 januari 1977 regelende het herstel van de schade veroorzaakt door grondwaterwinning en pomping, zijn eveneens geldig.

§ 2. De verzoeken tot verzoening gesteund op het huidig dekreet dienen ingeleid te worden voor de vrederechter binnen de twee jaar vanaf de betekening van de vinding van de schade overeenkomstig § 1. Wat betreft de vaststellingen gedaan voor het inwerking treden van huidig dekreet, neemt de termijn een aanvang vanaf het inwerking treden.

Na deze termijn zal het gemeenrecht van toepassing zijn.

§ 3. Indien het feit dat een verzoek werd gericht aan de administratie bij een per post aangetekende brief, deze niet is overgegaan tot de vaststelling binnen een termijn van veertig dagen, kan de verzoeker een verzoek tot verzoening inleiden zonder dat de vaststelling heeft plaatsgehad.

§ 4. Gevat door het beroep tot verzoening kan de vrederechter bevel geven aan de administratie om over te gaan tot de vaststellingen binnen een termijn van vijftien dagen. De bevelschriften zijn gericht aan de beampten hiertoe aangeduid door de Executieve.

§ 5. De Executieve mag ook experts erkennen om over te gaan tot de vaststellingen in de plaats van de beampten, overeenkomstig de modaliteiten die zij bepaalt; deze experts zullen hun functie uitoefenen op kosten van het Gewest, overeenkomstig het tarief vastgelegd door de Executieve.

Art. 5. De eiser wordt veroordeeld geheel of gedeeltelijk tot de kosten indien het bedrag van de vergoeding toegekend door de vrederechter minder bedraagt dan deze van het aanbod bedoeld in artikel 3.

Art. 6. Artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd door de wetten van 28 december 1987, 15 juli 1970, 1 april 1976, 14 juli 1976 en 10 januari 1977, en door het dekreet van de Vlaamse Raad van 24 januari 1984, wordt aangevuld als volgt:

« 20° betreffende het herstel van schade bedoeld door het dekreet van de Waalse Gewestraad betreffende het herstellen van schade veroorzaakt door grondwaterwinning en pomping. »

Art. 7. In artikel 829, 1°, alinea 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 10 januari 1977 en het dekreet van de Vlaamse Raad van 24 januari 1984, wordt de referentie naar artikel 591 aangevuld voor het Waalse Gewest door de woorden « en 20° ».

## HOOFDSTUK II. — Van het Waalse Fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door de grondwaterwinning en oppomping

Art. 8. § 1. Er wordt een « Waals Fonds van voorschotten voor het herstel van de schade veroorzaakt door de grondwaterwinningen en oppompingen » opgericht, hiernagenaemd « het Fonds », belast om binnen de voorwaarden en de grenzen van het huidig dekreet voorschotten toe te kennen in de gevallen van schade bedoeld in arti-

kel 1 alsook de voorschotten voor de financiering van de studies en expertises nodig voor de vaststelling en de evaluatie van de schade.

§ 2. Bovendien is het Fonds belast om de uitvoering van de maatregelen en de algemene studies met het oog op het voorkomen en het beperken van de schade bedoeld in artikel 1 te financieren. Deze studies die, onder andere, betrekking hebben op belangrijke toekomstige en bestaande grondwaterwinning, moeten kunnen dienen als basis voor elke expertise die zal opgesteld worden in geval van een verzoek tot vergoeding.

§ 3. Het Fonds heeft rechtspersoonlijkheid. Het wordt gerangschikt in categorie A ingericht door artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 9. § 1. In het geval dat een dagvaarding in rechte ingeleid wordt overeenkomstig artikel 3, kan het Fonds een voorschot toekennen naar billijkheid indien een beknopt onderzoek het bestaan van een relatie tussen de schade, de daling van de grondwaterlaag en de waterwinning of pomping heeft aangetoond.

§ 2. Er zullen geen intresten gevorderd worden van de eiser wiens rechtsoverdring verworpen werd.

§ 3. Het Fonds wordt in de rechten en rechtsoverdringen van de benadeelde persoon gesubrogeerd ten belope van het volledige voorschot.

Art. 10. De Executieve mag de grenzen, de modaliteiten en de voorwaarden binnen dewelke het Fonds zijn taken voorzien in artikel 8 uitoefent, preciseren.

Art. 11. Artikel 47 van de hypotheekwet, gewijzigd door de wetten van 14 juli 1976 en van 10 januari 1977, door het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 en door het dekreet van de Vlaamse Raad van 24 januari 1984, wordt aangevuld door een alinea 5 als volgt opgesteld:

« Er wordt ten gunste maar op kosten van het Waals Fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door de grondwaterwinningen en oppompingen een wettelijke hypotheek toegekend op alle onroerende rechten van de titularissen aan dewelke het Fonds voorschotten heeft gestort, overeenkomstig het dekreet van de Waalse Gewestraad betreffende het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en oppompingen. »

Art. 12. § 1. Het Fonds wordt gevoerd door bijdragen van fysieke of rechtspersonen van privaot of publiek recht, waarvan de activiteiten de aard hebben om de schade bedoeld door het huidig dekreet te veroorzaken of te verzwaren, en, ten aanvullende titel, door leningen op korte termijn aan dewelke de Executieve de waarborg van het Gewest kan hechten.

§ 2. De Executieve besluit:

1° het deel van iederé categorie van inkomsten;

2° de criteria van onderwerping, de modaliteiten van bijdrage van de ondernemingen ten gunste van het Fonds en de modaliteiten van invordering van de bijdragen bedoeld onder § 1.

Art. 13. De werking van het Fonds wordt verzekerd door de beampten van het Ministerie van het Waalse Gewest, hiervoor aangeduid door de Executieve. Zij bewaren hun hoedanigheid van beampte van dit Ministerie. Het Fonds kan beroep doen op experts voor bepaalde taken.

Art. 14. Het Fonds verzekert de verplichtingen van het Nationaal Fonds van voorschotten wat betreft schade ontstaan vanaf 1 oktober 1980.

De Executieve kan, overeenkomstig de door haar vastgestelde modaliteiten, het Fonds eveneens belasten met het verzekeren van de verplichtingen van het Nationaal Fonds voor voorschotten voor wat betreft de schade ontstaan vóór 1 oktober 1980.

Art. 15. De rechten en vermogens van het Fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompingen ingericht door de wet van 10 januari 1977, houdende het herstel van de schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompingen, die toekomen aan het Waalse Gewest, krachtens de wet houdende oprichting van dit organisme worden van rechtswege overgebracht naar het Fonds opgericht door artikel 8 van het huidig dekreet.

Art. 16. § 1. De inbreuken op de verplichting tot bijdrage voorzien door artikel 12 en zijn uitvoeringsbesluiten worden bestraft met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en een geldboete van 100 frank tot 10 000 frank of door één van deze straffen alleen.

§ 2. In geval van recidive binnen de vijf jaar, kan de straf gebracht worden op het dubbel van het maximum.

§ 3. De bepalingen van Boek 1 van het Strafwetboek, hierin begrepen het hoofdstuk 7 en artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld door huidig dekreet.

§ 4. De rechtspersoon is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of zijn mandatarissen veroordeeld zijn.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en aanvullende bepalingen*

Art. 17. De schade voorgekomen tussen 1 januari 1965 en het in werking treden van huidig dekreet, die nog niet zouden vergoed zijn, vallen onder de toepassing van huidig dekreet, zonder dat dit afbreuk doet aan de geldigheid van de administratieve en rechtelijke procedures gevoerd op initiatief van de slachtoffers.

Art. 18. Iedere uitbater van een grondwaterwinning kan door de bevoegde dienst van de regionale administratie, in zijn installaties, het debiet van het gewonnen water en de genomen voorzorgen laten vaststellen.

Hij ontvangt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze vaststelling. De Executieve stelt het tarief van de kosten van bevinding vast die ten laste vallen van de verzoeker.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 19. Aan artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt de melding van het Waalse Fonds van voorschotten voor het herstel van de schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en oppompingen ingelast in alfabetische orde.

Art. 20. De hoofdstukken I, III en IV van de wet van 10 januari 1977 houdende herstel van de schade veroorzaakt door de grondwaterwinningen en oppompingen worden opgeheven voor het Waalse Gewest.

Art. 21. De Executieve bepaalt de datum van inwerkingtreding of de data van inwerkingtreding van de bepalingen van huidig dekreet.

Kondigen het huidig dekreet af, bevelen, dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend gemaakt.

Namen, 11 oktober 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,  
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de KMO's, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,  
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,  
J. MAYENCE-GOOSSENS

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 85 — 2590

15 OCTOBRE 1985. — Décret complétant le décret du 3 avril 1984 établissant, pour la Région Wallonne, une procédure de mise en œuvre des zones de loisirs et de leurs extensions et modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er du décret du 3 avril 1984 établissant, pour la Région Wallonne, une procédure de mise en œuvre des zones de loisirs et de leurs extensions, est complété par l'alinéa suivant :

« Aucune décision de créer une zone de services à caractère touristique ne peut être mise en œuvre par l'application des articles 30 à 32 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, que pour autant que cette zone ait fait l'objet d'un schéma-directeur d'aménagement approuvé conformément aux prescriptions du présent décret. »

Art. 2. A l'article 3 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots « du présent décret » sont remplacés par les mots « du présent titre » ;

2<sup>o</sup> la mention « Exécutif : l'Exécutif Régional Wallon » est supprimée ;

3<sup>o</sup> les mots « le fonctionnaire délégué au sens de la loi du 20 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire délégué au sens de l'article 196, § 1er ».

Art. 3. Dans l'article 5, alinéa 2, du même décret, les mots « l'Exécutif Régional Wallon » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

Art. 4. Dans l'article 10, les mots « à l'article 9 » sont remplacés par les mots « à l'article 93/9 ».

Art. 5. Dans l'article 14, alinéa 1er, du même décret, les mots « l'Exécutif Régional Wallon » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

Art. 6. Dans l'article 15, alinéa 1er, du même décret, les mots « de la loi du 20 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme » sont remplacés par les mots « du présent Code ».

Art. 7. § 1er. Les articles 1er à 15 du même décret, avec leurs modifications, forment les articles 93/1 à 93/15 du livre II du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, sous l'intitulé : « Titre premier bis. De la mise en œuvre des zones de loisirs et de leurs extensions ».

§ 2. Dans ce titre, les articles 93/1 à 93/3 sont repris sous l'intitulé : « Chapitre premier. Dispositions générales » ; les articles 93/4 à 93/15 sont repris sous l'intitulé « Chapitre II. Du schéma-directeur ».

(1) Session 1984-1985.

Document du Conseil 155 (1984-1985) — N° 1

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 2 septembre 1985. — Discussion. — Vote.